



Initiative pour l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine: les partis politiques parlent d'une seule voix et disent non

Un vaste comité du non a donné le coup d'envoi de la campagne de votation relative à l'initiative populaire radicale pour l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine soumise en votation le 13 février. Des représentants de tous les groupes politiques au Parlement ont montré les risques importants encourus en cas d'acceptation de l'initiative: elle compliquerait considérablement les soins médicaux pour toutes les personnes et tous les animaux en Suisse et infligerait également de gros dommages à la recherche.

Ce n'est pas tous les jours qu'une initiative populaire est rejetée sans opposition par le Conseil national et le Conseil des États. C'est pourtant le sort qu'a connu l'initiative pour l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine, avec ses exigences extrêmes. La conférence de presse organisée aujourd'hui par le comité interpartis du non a permis d'en comprendre les raisons. Andrea Gmür, conseillère aux États du Centre (LU), a parlé d'une initiative qui frappe fort et affecterait à la fois les soins médicaux, la recherche et l'économie.

L'initiative prévoit en effet une interdiction stricte de toute recherche sur l'homme et l'animal ainsi que de l'importation et du commerce de tous les produits pour le développement desquels de telles expériences ont été menées dans un autre pays. Johanna Gapany, conseillère aux États libérale-radical (FR), a également parlé d'un «risque très concret pour tous ceux qui ont besoin de traitements

médicaux dans notre pays».

Conséquences négatives aussi dans l'agriculture

L'initiative aurait également des conséquences négatives pour le secteur agricole. Martin Haab, agriculteur et conseiller national UDC (ZH), a fait remarquer que des tests avec des animaux de laboratoire étaient indispensables pour autoriser de nouveaux aliments pour animaux, de nouveaux systèmes de stabulation ou des robots de traite, d'alimentation et d'évacuation du fumier utilisés pour numériser des activités. À défaut, on introduirait des changements aux dépens de la sécurité et de la santé des animaux d'élevage. Un oui à l'initiative serait également au détriment des animaux pour une autre raison: comme l'a expliqué Katja Christ, conseillère nationale vert'libérale (BS), la recherche serait délocalisée à l'étranger, dans des pays où les dispositions en matière de protection des animaux sont moins strictes.

Une initiative inadaptée également du point de vue de la protection des animaux

Maya Graf, conseillère aux États verte (BL), n'est pas non plus convaincue par cette initiative radicale et sans concession. Elle souhaite continuer à réduire le nombre d'expériences sur les animaux, mais souhaite atteindre cet objectif en misant sur la recherche sans animaux, en collaboration avec tous les acteurs. Telle est aussi la position de la Protection suisse des animaux, comme l'a souligné à Berne Martina Munz, membre de son Comité central et conseillère nationale PS (SH): «Une acceptation de l'initiative aurait des conséquences lourdes sur le système de santé. Cela ne saurait être dans l'intérêt de la population suisse.»

Pour plus d'informations:

[Accéder au dossier de presse](#)